

EDITORIAL *

Dans ce premier éditorial de notre nouvelle revue, il est nécessaire et opportun d'exposer les objectifs de la revue et de l'organisation qui la parraine.

AFRICA DEVELOPMENT est une publication du Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique (CODESRIA). Cette revue a pour objet principal d'offrir un forum aux chercheurs africains (et non africains) pour l'analyse critique des problèmes résultant du processus continu, passé et présent, du sous-développement qui caractérise l'Afrique.

Même les chercheurs conservateurs admettent, bien qu'à contre cœur, que le sous-développement du continent africain est un processus ancien qui a démarré *bien avant l'avènement officiel du colonialisme*. Les prétendus africains nous avaient jusqu'à présent présenté, de façon simpliste et incorrecte en fait, le passé de l'Afrique comme suspendu dans une « éternité traditionnelle » dans laquelle depuis des temps immémoriaux les divers systèmes sociaux des sociétés africaines coexistent dans une harmonie parfaite et presque mécanique. Les africanistes européens affirmaient même avec arrogance que (avant la colonisation) les sociétés africaines n'avaient pas d'histoire parce qu'elles ne connaissaient pas l'écriture qui permet de consigner les événements. (Et, de toute façon, comme ces sociétés étaient structurellement harmonieuses et immuables, c'est-à-dire n'évoluaient pas, elles ne connaissaient pas d'événements et de processus suffisamment importants pour être consignés ! Donc même si certaines d'entre elles possédaient un alphabet, elles l'utilisaient principalement pour l'enregistrement des actes matrimoniaux et pour l'établissement d'arbres généalogiques !). Cette vision extrême, peu scientifique, a maintenant, bien sûr, été abandonnée. Elle a été remplacée par la vision plus complexe d'une école qui considère que chaque société africaine présentait en fait des caractéristiques pro-

* Cet éditorial (original en anglais) est paru dans le premier numéro de *Africa Development* sorti en Août 1976. Notre intention était alors de publier le journal simultanément en anglais et en français. Etant donné la modestie de nos ressources, il nous a été impossible de publier la version française et les trois numéros de 1976 ont tous été entièrement en langue anglaise. A cause des difficultés de tous ordres nous avons alors décidé de publier les articles dans leur langue d'origine (français ou anglais) dans chaque numéro. Il en a été ainsi avec le volume II N° 1 (1977) cette année. Il est donc nécessaire que cet éditorial paraisse maintenant en français.

pres et avait eu une histoire glorieuse. Cette histoire africaine, toutefois, est faite de migrations tribales, de guerres tribales, et est l'histoire de la mise en place d'institutions politiques, allant du système de parenté au système de royauté.

Les historiens des tribus abondent maintenant en Afrique et il va sans dire que ce sont en majorité des africains. Cette école d'historiens est évidemment un progrès par rapport à l'école historique antérieure. L'histoire de tout continent est un processus considérablement complexe et il faut évidemment consigner et expliquer tant les migrations passées que l'évolution des institutions politiques. Mais ce n'est là qu'un aspect de l'évolution historique de l'Afrique et, comme l'affirmeraient certains, ce n'est pas l'aspect décisif et fondamental de l'histoire de l'Afrique. Cette mise en relief des histoires, si brillantes que soient certaines études, est une forme de mystification et un obstacle à une compréhension appropriée de l'histoire réelle de l'Afrique. Des études historiques, sortant des sentiers battus, ont été récemment effectuées et elles influent considérablement sur notre compréhension du passé de l'Afrique. Ecartant toutes les œillères conceptuelles fausses et non scientifiques qui font apparaître l'Afrique comme « traditionnelle », « immuable » et « harmonieuse », ces études ont considéré le passé de l'Afrique en fonction des systèmes technologiques et économiques établis dans différentes régions : comment leur présence (ou leur absence) a affecté des formations sociales spécifiques, la production d'un surplus et l'émergence d'un commerce interne et inter-africain (lointain), etc. En d'autres termes, l'Afrique comme tout continent, a connu un processus de développement technologique, économique et social, à des époques spécifiques de son histoire. Certains auteurs ont en fait affirmé avec force que le développement technologique et économique indépendant de l'Afrique avait été sapé et dévié il y a quelques siècles par l'intervention de l'Europe en Afrique. Cette intervention, au nom du « commerce », étendue sur une période de deux ou trois siècles, a jeté les bases de la colonisation officielle de l'Afrique par les puissances européennes.

La recherche sur le passé de l'Afrique est actuellement effectuée d'une part par l'école de l'« histoire tribale » et d'autre part par l'école de l'histoire du « mode de production », si je puis ainsi m'exprimer. Les conclusions de deux écoles susceptibles de permettre une meilleure compréhension du processus de développement et de sous-développement de l'Afrique dans le passé seront bienvenues. En fait, il entre dans les objectifs du CODESRIA d'encourager ce genre de recherche. Nous insistons, cependant, pour que les auteurs qui proposent des articles pour cette revue exposent clairement leurs hypothèses et leur cadre de référence théorique.

Si l'étendue du passé précolonial de l'Afrique est nécessaire et utile pour une perspective historique du processus de développement et de sous-développement, nous pensons qu'il est encore plus essentiel

d'effectuer une recherche détaillée sur son passé colonial immédiat. En fait, ce passé colonial immédiat s'insère dans le présent — c'est ce que l'on appelle l'héritage colonial — et pour comprendre vraiment les problèmes actuels de prétendu développement, il faut se référer à ce passé immédiat.

Les ouvrages (d'autres africains et non africains) sur la période coloniale sont nombreux et souvent remarquables par leurs détails ethnographiques. Ce n'est toutefois pas faire preuve de trop de sévérité que de dire que la plupart de ces ouvrages (sauf quelques rares exceptions), nous informent plus sur leurs auteurs que sur la nature fondamentale de la réalité coloniale. Une étude soigneuse des écrits des anthropologues, sociologues, économistes et spécialistes de science politique, etc... montre que tous se rattachent à l'école fonctionnaliste. En partie en raison de ce fait et en partie à cause de la position idéologique des chercheurs, la plupart de ces ouvrages évitent soigneusement d'étudier les questions fondamentales de l'oppression et l'exploitation coloniales, et les structures économiques et sociales qui en découlent et qui ont été délibérément mises en place par les puissances coloniales dans les colonies. C'est pourquoi un certain nombre de prétendues théories ont été proposées. Les anthropologues et sociologues ont proposé une série de théories, la « rencontre de cultures », la « transformation sociale », la « modernisation ». Certains des ouvrages rattachés à ces écoles donnaient des aperçus intéressants et des détails considérables sur « l'emprunt » par les africains de la culture matérielle européenne, sur les règles de parenté et de royauté de différentes sociétés africaines, sur le degré de conformité de l'élite africaine naissante avec sa contrepartie métropolitaine, etc. L'hypothèse à la base de ces histoires était que ce qui se passait en Afrique était une bonne chose et qu'il s'agissait là de progrès et de développement social à l'africaine.

Les économistes ont eux aussi raconté une histoire tout aussi belle en prétendant se fonder sur « des faits stricts ». Les puissances métropolitaines avaient investi des capitaux considérables aux colonies — créant une infrastructure, lançant des industries, ouvrant les plantations et l'agriculture commerciale aux africains — et tous ces investissements ont été, affirments-ils, source de développement économique, et étaient effectués au profit des africains ! Mais, la plupart des spécialistes des sciences sociales n'ont pas fait ressortir les trois aspects fondamentaux de la situation coloniale, à savoir la distorsion de l'économie coloniale, les profits considérables que tirait la puissance coloniale de ses prétendus « investissements » et la structure sociale déformée délibérément créée par l'Etat colonial. La littérature issue de l'école de la « transformation sociale-modernisation », qui domine encore même aujourd'hui (l'école de la « rencontre de cultures », née aux Etats-Unis, maintenant dysfonctionnelle, a disparu à la fin de la période coloniale) était donc essentiellement déviationniste et mystificatrice. Sur le plan scientifique, elle n'avait aucune valeur, car elle n'expliquait pas le processus

fondamental de sous-développement qui est intervenu en Afrique dans la première moitié de ce siècle.

Qu'en est-il maintenant des dernières années, celles qui ont suivi l'indépendance ? Dans les années 1960, les programmes d'études africaines se sont multipliés en Amérique du Nord et en Europe. En Afrique même, des instituts d'études africaines et d'études du développement ont jailli partout. Les projets de recherche, effectués par des chercheurs isolés ou des équipes venant d'Amérique du Nord et d'Europe ou d'Afrique se sont considérablement multipliés. Tous les aspects concevables des sociétés africaines — « traditionnelles » et « modernes » — sont maintenant étudiés. Des nombreux projets de recherche aussi divers que « la sorcellerie, obstacle au développement économique », « croyances traditionnelles et dimension de la famille », « stratégie de développement industriel » ou « le rôle du capital étranger dans le développement économique » sont actuellement exécutés par des universités tant africaines qu'étrangères, si bien que la quantité d'ouvrages traitant soi-disant du développement en Afrique s'est considérablement accrue ces dernières années, sans que cependant ils aient apportés plus d'éclaircissements sur l'ensemble même du processus de développement depuis les années 1960.

Par manque de place, nous ne pouvons procéder ici qu'à un examen sommaire de l'épistémologie de cette littérature. Néanmoins, au risque de trop simplifier, il nous faut faire ici quelques commentaires très brefs. La qualité de certains de ces ouvrages est très faible si l'on se base sur les normes minimales de « collecte de données ». Par contre certains sont intéressants à cause des micro détails qu'ils donnent sur la vie sociale de groupes particuliers. Dans l'ensemble toutefois très rares sont les analyses intelligentes de l'essence même des structures économiques des pays africains et le rôle déterminant du système international dans les économies africaines n'a guère été analysé. Il n'existe guère de données et de recherche sur la question importante de la propriété des entreprises économiques (industrielles, commerciales et agricoles) et des biens immobiliers ; il n'existe pas non plus de recherche montrant que les économies coloniales se sont maintenues même dans les sociétés néo-colonialistes d'après l'indépendance. En fait, l'une des lacunes les plus remarquables de la littérature dite du développement est l'absence de recherche sur la structure sociale et de classes des pays africains. Il n'a pas été effectué de recherche et d'étude scientifique sur la structure de classes, délibérément créée pendant la période coloniale, son maintien, son expansion et sa consolidation au cours des quinze dernières années. Ces lacunes soulignent l'orientation politique des organisations de recherche et des chercheurs eux-mêmes. Il existe évidemment des exceptions saillantes à cet égard. Certains chercheurs africains et non africains ont constamment et souvent brillamment attiré l'attention sur les questions fondamentales et essentielles relatives au processus de développement de l'Afrique. Ces exceptions ne font que confirmer la règle. En fait il est souvent très difficile

de se procurer les ouvrages de ces chercheurs exceptionnels et on les trouve difficilement dans les universités, bibliothèques et librairies africaines.

Pour comprendre le processus de développement de l'Afrique, il faut qu'un certain nombre de domaines importants soient analysés de façon approfondie et scientifique. Il s'agit d'abord de la situation de l'Afrique dans l'ordre économique international et il faut plus particulièrement, analyser à cet égard les relations économiques extérieures d'un pays spécifique et leurs implications pour le processus de développement. Toutefois, les questions d'ordre général se posant au niveau international — matières premières, transfert de technologie, etc. — doivent être étudiées et replacées dans le contexte de pays spécifiques.

D'autre part, les stratégies de développement varient et les différences sont toujours liées au système social global. Dans un discours récent*, le Président Nyéréré de Tanzanie a fait remarquer que les pays africains se trouvent en face de deux voies possibles de développement : la voie capitaliste ou la voie socialiste. Bien que les préférences de Nyéréré aillent à la voie socialiste, il fait remarquer à juste titre que les objectifs, les stratégies et les problèmes rencontrés dépendront dans une très grande mesure de la voie choisie par un pays donné. Le contraste entre les pays africains ayant opté pour le cadre capitaliste et tous ceux qui ont opté pour le cadre socialiste est très net au niveau des stratégies et des problèmes dits de mise en œuvre. C'est pourquoi le caractère africain doit être étudié de manière approfondie en analysant toutes ses ramifications et tous les secteurs de la société.

Ainsi les objectifs, stratégies et problèmes de développement rural de la Guinée par exemple et de la Côte d'Ivoire n'ont pas été étudiés de façon scientifique et comparative. Enfin, l'analyse approfondie de la structure de classe et de sa dynamique dans les pays africains est maintenant une nécessité absolue. Ceci dit, nous ne voulons pas minimiser l'apport qu'a constitué le débat récent sur les aspects théoriques des classes en Afrique. Nous voulons simplement souligner qu'en s'attachant trop aux problèmes de définition des classes, on néglige l'essentiel, à savoir la relation entre le développement et la structure de classes (aussi « embryonnaires » et « rudimentaires » que puissent être ces classes). On oublie également la question encore plus importante des alliances de classes à l'intérieur comme à l'extérieur, ainsi que celle des mécanismes permettant d'entretenir des alliances et de contrôler les « institutions dominantes » de la société, à travers l'appareil étatique, alors que ce sont là des aspects des structures sociales des sociétés africaines, quelle que soit l'étiquette du système social — étiquette

(*) J.K. Nyéréré, « The Rational Choice » dans *Freedom and Development* ; O.U.P. Dar es Salam, 1973, pp. 379-390.

socialiste ou capitaliste. Actuellement, il n'y a guère de recherche sérieuse portant sur ces aspects des sociétés africaines. Nous espérons toutefois que ce type de recherche se développera.

La liste des domaines de recherche importants en Afrique mais négligés, est longue. Notre revue a pour but principal d'attirer l'attention sur ce fait et d'offrir un forum aux chercheurs africains (et non-africains) pour la discussion des problèmes importants et pour la communication des résultats de leurs recherches. Nous espérons ainsi encourager l'entreprise de recherches plus pertinentes et à but pratique, dans une perspective africaine.

Notre objectif final est d'offrir aux chercheurs africains une occasion de contribuer au développement général du continent en s'attaquant à l'examen des stratégies de développement existantes, des problèmes et des alternatives actuels. Je suis optimiste par nature et je suis sûr par conséquent que les spécialistes africains des sciences sociales relèveront le défi.

L'autre aspect, tout aussi important de la revue, c'est celui qui concerne la publication d'informations sur les instituts de recherche africains. Dans la mesure du possible, chaque numéro de la revue contiendra des informations sur deux instituts de recherche africains, l'un de langue française et l'autre de langue anglaise. Cette section restera une partie importante de la revue. Nous espérons ainsi lever ne serait-ce que partiellement les barrières linguistiques et régionales de notre continent, même si c'est seulement au niveau de l'information. C'est pourquoi nous espérons que d'autres instituts de recherche répondront à notre appel et nous enverront des articles de nature similaire.

ABDALLA S. BUJRA
Rédacteur en chef
et Secrétaire Exécutif
du C.O.D.E.S.R.I.A.